Vie et mort de l'université

The life and death of the university

Jacques Robert

Université de Bordeaux
Inserm U1312
229, cours de l'Argonne
33000 Bordeaux
France
<j.robert@bordeaux.unicancer.fr>

Remerciements et autres mentions

Financements : aucun.

Liens d'intérêts : l'auteur déclare ne pas avoir de lien d'intérêt.

L'université est en danger de mort, une nouvelle fois. Le « système universitaire » avait été créé au XIIIe siècle en Europe, donnant naissance à la figure sociale de l'intellectuel [1]. Les grandes universités médiévales, Bologne, Oxford, Paris, Montpellier, Salamanque et quelques autres, ont été les lieux de création du savoir. La philosophie s'est progressivement détachée de la théologie, la médecine et le droit ont acquis leurs lettres de noblesse, les maîtres élaboraient et diffusaient des théories et des pratiques nouvelles qui ont fait progresser la culture occidentale, et les étudiants de toute l'Europe se pressaient dans ces grands centres de culture et de savoir [2]. Ce système s'est lentement délité du XVe au XVIIIe siècle, au point que dans tous les pays d'Europe, il s'est trouvé en état de mort apparente. Dès le XVe siècle, « *l'immense majorité des maîtres et des étudiants se bornait à reproduire un savoir figé sans chercher à l'enrichir ni à le renouveler* ». Avant même le XVIe siècle, les premiers Humanistes, savants et lettrés, même s'ils avaient été souvent formés dans les universités, italiennes le plus souvent, s'en sont détachés, et ce n'est pas dans le cadre universitaire qu'ils ont produit leurs œuvres les plus novatrices et les plus durables. Les Lumières, elles, se sont carrément développées en marge de l'université. Imagine-t-on Diderot ou Voltaire professeurs d'université ? L'université, moribonde à la fin du XVIIIe siècle, n'a survécu que grâce à des transformations majeures mises en place au XIXe siècle. L'université napoléonienne en France, l'université humboldtienne en Prusse, sont nées sur les décombres d'un système universitaire qui n'avait pas survécu à la Révolution et aux restructurations des nations.

Nous assistons en cette première moitié du XXIe siècle à une nouvelle mort de l'université, une mort d'origine interne, comme la précédente. Ce n'est pas un lâche assassinat, c'est un suicide. L'université ne succombe pas aux coups des méchants venus de l'extérieur, mais à la fuite en avant de ses propres membres qui se dirigent d'abord vers des idéologies qui privilégient identitarisme et communautarisme aux dépens de l'universalisme, dont les valeurs sont consubstantielles à l'université ; ensuite vers une perte des repères moraux dans la production et la diffusion des savoirs ; enfin vers la prolifération des fausses sciences et la tolérance vis-à-vis de la fraude et de l'imposture. Il ne s'agit plus de former des élites intellectuelles, mais de rabâcher des recettes toutes faites en se gorgeant de vocables dépourvus de sens pour flatter de jeunes désœuvrés qui viennent chercher à l'université, non plus un espace intellectuel, mais un *safe space* pour s'épanouir [3], comme le réclame une étudiante excitée[1] venue conspuer un enseignant de Yale. Les ouvrages de bien-être et de développement personnel vont bientôt s'installer dans les rayonnages des bibliothèques universitaires.

Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale du gouvernement de François Bayrou, a prétendu que l'université était le « prolongement », le « reflet » de la société[2], ce que Philippe Huneman a trouvé comique, à juste titre[3]. « *Il y a de*

[1] https://www.youtube.com/watch?v=9IEFD_JVYd0. On peut entendre une étudiante crier : « *It is not about creating an intellectual space! It is not! Do you understand that? It is about creating a home here!* ».
[2] « *Ce courant existe dans la société, donc nécessairement à l'université* », a-t-elle affirmé sur radio J.
[3] https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/08/08/philippe-huneman-philosophe-faire-de-l-universite-le-reflet-de-la-societe-frole-le-raisonnement-comique_6627356_3232.html?search-type=classic&ise_click_rank=1

Tirés à part : J. Robert

Pour citer cet article : Robert J. Vie et mort de l'université. *Innov Ther Oncol* 2025 ; 11(6) : 1-6. doi : 10.1684/ito.2025.542

doi: 10.1684/ito.2025.542

la géométrie algébrique à l'université, puisque des chaires et des départements y sont consacrés. Y a-t-il de la géométrie algébrique dans la société ? Non. Y existe-t-il de l'assyriologie ? Non plus. Inversement, trouve-t-on des marchands d'étui de portables ou des concours de sosie de Dalida à l'université ? Pas davantage ». L'université ne peut être démocratique, elle a par définition une structure verticale du simple fait du rapport au savoir qui ne saurait être identique pour le maître et l'élève. Étudiants et enseignants y sont égaux en tant que citoyens, pas en tant que membres de l'université. Que des étudiants soient islamo-gauchistes, ils en ont le droit, mais il ne peut y avoir d'islamo-gauchisme à l'université. « *À assimiler société et université,* conclut Philippe Huneman, *on tombe dans la confusion entre liberté d'expression et liberté académique ; on ne s'étonnera pas des absurdités caractéristiques du discours ministériel sur la seconde, ni plus généralement des offensives actuelles sur l'université* ».

En revanche, ce sont les techniques d'agit-prop qui s'enseigneront en lieu et place de la littérature ou de la physique des particules. L'université devient aussi un terrain d'entraînement pour les luttes politiques. L'agitation propalestinienne qui sévit sur les campus, doublée d'une composante antisémite sur laquelle je reviendrai à la fin de ce billet, a atteint son point culminant en avril 2025, lorsqu'un professeur de géographie politique à l'université de Lyon 2, Fabrice Balanche, a été empêché de faire cours par une quinzaine d'étudiants courageusement masqués[4], et lorsque le directeur de l'École de sciences politiques de Strasbourg a été pourchassé dans la rue par des hordes d'étudiants[5]. Les exemples abondent, hélas, et tous ne parviennent pas à franchir les portes des médias.

Sur le plan idéologique, l'université française est en train de perdre la bataille de la laïcité. L'association des présidents d'université, France Universités, a édicté un étrange « Guide de la laïcité 2023[6] » où l'on peut lire « *qu'il convient donc* [pour des questions religieuses] *d'éviter de poser toute question trop polémique, et de prendre en considération tant les opinions potentiellement divergentes des autres enseignantes et enseignants que celles des étudiantes et étudiants, à la fois pendant le cours ou lors de l'examen de fin d'année* ». Cela signifie, note à juste titre Anne-Hélène Ubertini Le Cornec [4], « *la fin de la liberté d'enseigner, de chercher, la fin de l'indépendance et de la liberté académique* »... Cette méthode, dit le philosophe Bertrand Vergely[7], « *implique, sur le fond, d'établir un modèle de cours, avec ce que l'on a le droit de dire et de ne pas dire. En termes de forme, cela revient à surveiller le cours par des étudiants, en accordant plus d'importance à la parole des élèves qu'à celle du professeur* ». Exit la liberté académique !

L'université française, en état de coma dépassé dès avant la Révolution, fut recréée par Napoléon presque *ex nihilo*. L'intention de l'Empereur était de créer une université qui forme des penseurs et des savants, capables de promouvoir l'enseignement et la recherche. Toutefois, il prit soin de créer en même temps des écoles pour tout ce qui relevait des filières professionnelles : Écoles normales départementales pour les instituteurs, Écoles normales supérieures pour former les professeurs du secondaire, lycées et collèges, Écoles d'ingénieurs, générales ou plus ou moins spécialisées : Polytechnique, et bien d'autres qui se sont ajoutées au fur et à mesure de l'évolution des sciences et des besoins en ingénieurs pour les mettre en application… et au fil du temps, les grandes écoles, tout en gardant leurs prérogatives et leur indépendance, ont tout fait pour acquérir des prérogatives universitaires qu'elles ont souvent perverties.

L'université n'a pas vocation à être le lieu où l'on apprend un métier, mais le lieu où l'étudiant apprend à comprendre et à apprendre ; c'est le lieu où le maître produit et diffuse des connaissances. La production du savoir, cela veut dire la recherche, dans le domaine des sciences dures comme dans celui des sciences humaines. La diffusion des connaissances, au plus haut niveau, c'est l'enseignement supérieur, supérieur en ce sens que les maîtres enseignent essentiellement ce qu'ils ont eux-mêmes découvert ou contribué à découvrir et non appris de seconde main, dans des livres. Recherche et enseignement supérieur sont indissociables, mais ils sont aisément dissociables de ce qui s'est agrégé au système universitaire au fil des années : la formation professionnelle, dans toute une série de métiers : techniciens, ingénieurs, enseignants du primaire et du secondaire, etc. Le système universitaire napoléonien séparait bien ce qui relevait de la sphère de l'université et de celle des écoles professionnelles, « grandes » ou non. L'université devrait être le lieu par excellence où se côtoient mathématiciens, physiciens et chimistes, biologistes et médecins, historiens et géographes, anthropologues, sociologues, psychologues, juristes, économistes… et bien d'autres, tous ceux qui exercent un métier associant par essence recherche et enseignement. Aux grandes écoles la formation des enseignants (écoles normales supérieures), des ingénieurs (écoles des mines, des ponts et chaussées, des arts et manufactures, etc.), des praticiens de tous ordres (écoles de commerce, de sciences politiques, etc.), des techniciens de tous les domaines ; à l'université la production et la diffusion du savoir.

Sur le plan démographique, l'université est submergée par un afflux d'étudiants que ne compense pas un recrutement d'enseignants correspondant. Toutes les universités sont contraintes d'embaucher des vacataires sur leur budget propre pour compenser le manque de titulaires et un malaise se fait sentir de façon aiguë [5]. L'université souffre d'une part

[4] https://www.lemonde.fr/campus/article/2025/04/04/a-l-universite-lyon-ii-des-etudiants-traitent-un-professeur-de-sioniste-et-empechent-la-tenue-de-son-cours_6591159_4401467.html
[5] https://www.lefigaro.fr/actualite-france/a-sciences-po-strasbourg-la-violente-crispation-autour-du-partenariat-avec-une-universite-israelienne-20250413
[6] https://franceuniversites.fr/actualite/france-universites-publie-son-guide-de-la-laicite-a-luniversite
[7] https://atlantico.fr/article/decryptage/ce-supremacisme-moral-de-gauche-qui-menace-de-plus-en-plus-la-democratie-vial-vergely

de l'augmentation du nombre de bacheliers[8] et du taux de poursuite d'études universitaires élevé, et d'autre part de la création régulière de nouvelles formations qui lui sont confiées, jointe à un allongement de la durée des formations existantes : le déséquilibre ainsi créé n'est pas viable. Les enseignants-chercheurs ont vu leurs conditions de travail se dégrader, leurs missions s'alourdir, leurs heures supplémentaires s'accumuler, et le personnel affecté aux missions de soutien dans les laboratoires (ingénieurs, techniciens, personnel de service) disparaître peu à peu au profit d'un personnel administratif pléthorique affecté au niveau central – qui ne fait qu'alourdir le travail des enseignants-chercheurs dans des tâches ingrates[9]. Et tout cela pour que certains gagnent 1 800 € mensuels au niveau bac+8, comme le fait remarquer une jeune ex-chercheuse[10], sans même que l'importance de leur contribution à la vie intellectuelle du pays soit reconnue à sa juste valeur. Quant à la masse des étudiants, munis d'un baccalauréat dévalué, ils ne retirent que de la frustration de leur passage par l'université : d'une part, parce qu'ils ne peuvent réellement accéder à un savoir de haut niveau, n'ayant pas acquis les bases nécessaires au lycée ; d'autre part, parce qu'ils ne peuvent, dans certaines disciplines, une fois acquis un diplôme prestigieux, exercer un métier en rapport avec leur formation. Quand on voit soutenir des thèses en Études de genre et de sexualité, en Études de race, en Études décoloniales, on se demande quel pourra être l'avenir professionnel de tels « docteurs ».

Sur le plan géographique, chaque ville moyenne, grâce à l'entregent de potentats locaux, s'est dotée d'une université. Certes, cela a permis de décongestionner les grandes villes universitaires qui trouvaient difficilement à loger les masses d'étudiants que fournissait l'enseignement secondaire avec ses 80 à 90 % de réussite au baccalauréat, mais cela ne peut que nuire à l'universalité : la recherche universitaire vit des contacts entre enseignants et entre étudiants et enseignants. Où trouver la fécondité de ces échanges indispensables entre spécialistes, qui seuls permettent de faire émerger idées et projets ? Alors que les étudiants médiévaux, et jusqu'au XVIIe siècle, pérégrinaient à travers toute l'Europe pour acquérir une licence ici, une maîtrise là et un doctorat encore ailleurs, acquérant la sociabilité littéraire et scientifique dans « l'expérience existentielle du voyage » [2], chacune de nos mini-universités offre aux jeunes du département la possibilité de « vivre au pays », pas de s'immerger dans le monde du savoir. Telle université aura une faculté des sciences avec un bon niveau en chimie mais insuffisant en physique, telle autre aura dans sa fac de lettres de bons enseignants en histoire contemporaine mais ne sera pas au niveau en histoire médiévale, etc. Ce morcellement de l'offre d'enseignement supérieur est la négation même du concept d'enseignement « supérieur ». Il rend la recherche impossible : il est nécessaire, dans le domaine des lettres ou des sciences humaines, de disposer de bibliothèques imposantes et de collections d'archives que l'on ne peut disséminer sur l'ensemble du territoire. Les historiens devront travailler sur l'histoire locale s'ils ne veulent ou ne peuvent aller régulièrement dans une grande ville universitaire pour y trouver leur provende.

Sur le plan thématique, il a été décidé, comme tous les bacheliers doivent pouvoir entrer à l'université, que celle-ci devait leur offrir un panel de formations professionnelles qui n'ont rien à voir avec l'enseignement supérieur ou la recherche. Le système académique actuel a voulu tout rassembler sous la houlette des universités ; ce ne sont pas seulement les grandes écoles qui sont entrées dans son giron (sans y entrer vraiment toutefois), ce sont aussi les « petites » écoles. On forme maintenant à l'université les enseignants du primaire : les écoles normales ont été remplacées transitoirement par des « instituts universitaires de formation des maîtres », ce qui était un moindre mal, qui ont été supprimés et remplacés par… rien ! Les futurs professeurs des écoles peuvent suivre une formation spécialisée (master des métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, MEEF) mais la plupart suivent des formations non spécifiques sanctionnées par l'obtention d'un master de leur choix, et ne reçoivent plus de formation à la pédagogie. On forme aussi à l'université des techniciens de toutes branches, jusqu'aux infirmières et aux préparateurs en pharmacie, qui reçoivent des enseignements théoriques déconnectés de leur métier, et trop peu d'enseignements pratiques adaptés, que seules des écoles professionnelles spécialisées peuvent offrir.

Étroitement liée à cette professionnalisation des filières offertes par les universités est leur ouverture au monde économique, sans que l'on sache ce qui est la cause et ce qui est la conséquence. Le monde de l'entreprise et du travail est éminemment respectable, c'est le cœur de la vie d'une nation ; mais ce n'est pas la mission de l'université. Christophe Granger décrivait en 2015 cette perversion des missions fondamentales des universités [6]. « *Sur la base des recommandations européennes, la mission de l'université est avant tout économique : l'université doit faire naître une économie de la connaissance compétitive, facteur d'une croissance durable* », écrit-il. La Banque mondiale de son côté préconise « *de privatiser le financement des universités selon le modèle américain, de démanteler les "rigidités" salariales, d'ajuster la formation des étudiants aux besoins du marché du travail et d'encourager la production de savoirs porteurs de débouchés commerciaux et d'innovation industrielle* ». Il note que « *les universités ne sont plus des institutions indépendantes où le contenu des enseignements, le recrutement des maîtres et leur avancement relèverait de décisions prises entre pairs. Elles sont contrôlées par des conseils d'administration* (le terme a été introduit au tournant du siècle et a remplacé celui

[8] Comme le signalait la revue *Atlantico*, « *le bac est surtout devenu une machine à alimenter le ressentiment d'élèves qu'on entretient dans l'illusion de la performance* » (https://atlantico.fr/article/decryptage/le-taux-de-reussite-au-bac-etendard-de-lechec-retentissant-de-legalitarisme-scolaire-francais).
[9] Comme il faut bien que ce personnel administratif surabondant s'occupe, il demande aux enseignants-chercheurs toujours plus d'états, de rapports, de comptes rendus qui lui permettent de dresser de grands tableaux et d'émettre à son tour des états, des rapports et des comptes rendus.
[10] https://www.capital.fr/votre-argent/1-800-euros-pour-un-bac-8-le-cri-d-alarme-des-chercheurs-1514261

de Conseil de l'université – ce n'est pas anodin) *où siègent des patrons et des cadres de grandes entreprises. Les enseignements sont des "offres de formation" ajustées aux besoins du marché du travail* ».

Cette déviance quant à la définition de ce qu'est, de que doit être l'université n'a fait que s'amplifier depuis dix ans. Il existe toujours, comme le souligne Philippe Huneman, déjà cité, un ensemble de discours et de pratiques orientés vers cette idée-là, qu'illustrerait la récente reformulation de l'enseignement universitaire en termes de « compétences ». Le parti politique auquel appartient une éphémère ministre de l'éducation nationale abonde en ce sens dans son projet pour l'université : « *Nous voulons orienter activement des jeunes sur des formations plus adaptées aux différents besoins.* […] *Il nous faut faire un pas supplémentaire en direction du profilage de notre système de formation* ».

Il s'agit d'un dévoiement des missions originelles de l'université où tous ont à perdre : les universitaires, qui passent plus de temps à la formation professionnelle qu'à la recherche et à l'enseignement supérieur ; et les « professionnels » de toutes branches. Ce mélange est nuisible à tous : à ceux qui cherchent une formation professionnelle qu'ils ne trouvent pas dans le cadre d'un enseignement inadapté à leurs objectifs, et aux futurs chercheurs qui sont noyés dans une masse d'étudiants qui poursuivent des objectifs professionnels. Toute formation de nos jours, intellectuelle ou non, semble devoir se faire à l'université : comme le suggère cette étudiante de Yale déjà mentionnée, l'université ne doit pas ouvrir des espaces intellectuels, mais des lieux de vie – à l'image des écoles maternelles ! Ce détournement des missions de l'université avait été dénoncé en son temps par Georges Gusdorf [7] ; la situation s'est encore dégradée depuis, au point d'être devenue irréversible en dehors d'une refonte globale du système dont seule une Révolution suivie d'un régime autoritaire pourrait venir à bout – ce qui n'est évidemment pas souhaitable ! Je ne suis pas seul à déplorer la mort de l'université. Stéphane Louryan, anatomiste et radiologue belge, a publié en 2023 un diagnostic désabusé de la maladie mortelle dont souffre l'université belge [8]. *Mutatis mutandis*, c'est la même chose en France.

J'ai présenté l'an passé quelques exemples des dérives qui affectent l'université française [9]. Certains relevaient de la simple bêtise et avaient au moins le mérite de nous faire rire, même si ce rire était grinçant. D'autres en revanche nous ont entraînés dans l'ignominie de l'antisémitisme et je vais devoir, hélas, faire replonger mes lecteurs dans cette insondable bassesse.

Commençons par la prétentieuse sottise. L'université d'Aix-Marseille (oh ! pardon : Aix-Marseille Université, c'est quand même plus chic !) s'est donné ainsi la mission d'être « socialement engagée », avec un nouveau logo[11], ce qui était bien sûr indispensable ! Comme l'a déclaré un de ses enseignants en pharmacie, Joseph Ciccolini, « *l'engagement social est une noble cause que l'on doit défendre et qui* [lui] *paraît aller de soi,* [mais] *une université doit surtout créer de la connaissance et du savoir* via *les unités de recherche et les transmettre* via *les départements pédagogiques. Un tel slogan déclasse nos missions premières de recherche et d'enseignement* ». Et il cite le cas d'un étudiant de Leiden qui lui a expliqué, quand il a pu mettre un poste au recrutement dans son service, que le poste ouvert était sympa… mais que « *sur son CV, passer de l'université de Leiden à celle d'Aix-Marseille serait perçu comme une régression* ». Les vrais étudiants qui ont une carrière à bâtir ne sont pas dupes de ce miroir aux alouettes qu'est l'engagement « sociétal ».

L'université est par ailleurs envahie par des gens qui n'ont rien à y faire. Un collègue signale que dans son université, et ce n'est pas un cas isolé, une consultante en « optimisation des organisations » pilotait un groupe de travail pour introduire un module transversal *obligatoire* en première année de licence sur le « développement durable ». Je lui donne la parole[12] : « *C'est une atteinte très grave aux libertés pédagogiques, puisque les enseignants devront diffuser un contenu cadré et produit par ce groupe de travail dirigé par une personne étrangère à l'équipe pédagogique, étrangère à l'université, et même étrangère à la fonction publique : elle est ingénieur, docteur en "intelligence artificielle"* (?) *et dirige une société de conseil. Elle se permet également d'organiser des réunions, de faire des entretiens avec des enseignants et des étudiants (en insistant pour les rencontrer hors de la présence d'enseignants), et même de délivrer des enseignements, afin "d'accompagner la transformation de l'université (gouvernance, formations, recherche) pour intégrer les dimensions liées à sa responsabilité sociétale"* ». Il poursuit : « *Ce verbiage technocratique scelle la sainte alliance de la gouvernance par projet et des idéologues de tout poil. À la scientificité, aux nécessités internes de nos disciplines, se substituent de façon de plus en plus voyante les pressions externes de la demande sociétale (élus locaux, entreprises, groupes d'intérêt ou d'influence, etc.*) ».

Un autre exemple de ces dérives nous est venu en mars 2025 de l'université de Grenoble ou une « artiste » a obtenu d'exposer des slogans[13] affichés en grandes lettres sur les parois vitrées de la galerie des amphithéâtres, dénonçant le « patriarcat blanc » et affirmant que « *Le monde a mal. Normal, il est dirigé par des blancs et des mâles* » ; un autre : « *La Terre est monochrome comme un arc-en-ciel*[14]*, le racisme est juste blanc* ». Ces intrusions idéologiques ont été « ignorées » pendant deux mois par l'administration qui les a finalement retirées en affirmant « *qu'elles ne reflétaient pas les positions de l'université ni ses valeurs* ». C'est bien le moins ! Il est ahurissant qu'il ait fallu deux mois pour s'en apercevoir.

[11] https://www.univ-amu.fr/fr/public/actualites/aix-marseille-universite-affirme-sa-politique-sociale-et-fait-evoluer-son-logo
[12] Extrait d'une correspondance personnelle reproduite avec l'accord de son auteur.
[13] https://www.lefigaro.fr/actualite-france/l-universite-de-grenoble-retire-en-urgence-des-oeuvres-d-art-conspuant-les-males-blancs-20250513
[14] Et, en plus, elle ignore le sens de « monochrome » qu'elle confond avec « polychrome ».

Nous n'avons toutefois pas encore atteint en France le degré de « racisme inversé » atteint par certaines universités d'Amérique du Nord. J'ai cru à un canular lorsque j'ai découvert dans l'ouvrage d'un auteur québécois, Robert Leroux [10], qui dénonce les dérives du monde universitaire, cet appel à candidatures pour un poste de professeur à l'université d'Ottawa. Eh bien non ! il est sur un site qui me semble officiel[15]. C'est la dernière phrase qui est la plus révélatrice : le poste est réservé « aux personnes noires qualifiées ». Qu'importe le mérite, pourvu qu'on ait la bonne couleur de peau ! L'université d'Ottawa n'est pas la seule à avoir introduit un tel critère pour recruter ses enseignants : l'université de Virginie en a fait tout autant dans un grand plan lancé en 2020 destiné à doubler le nombre de *faculty members* provenant d'ethnies sous-représentées[16]. Il est certain que le grand coup de balai donné par Trump a été mal vécu… J'y reviendrai.

> « *L'Institut d'études féministes et de genre de l'université d'Ottawa, située sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple Anishinabé-Algonquin, désire pourvoir un poste régulier de professeur ou de professeure menant à la permanence en études afroféministes. Les candidatures de personnes qui travaillent dans une optique intersectionnelle sur l'islamophobie et le racisme anti-noir, les solidarités entre personnes noires et autochtones, les féminismes transnationaux, les méthodologies et pratiques des femmes noires, les études queer ou trans noires et/ou l'histoire et les impacts de l'esclavage en contextes francophones sont particulièrement bienvenues. L'expérience au sein de collectivités et d'organismes communautaires est un atout, tout comme le bilinguisme. Les personnes qualifiées doivent être capables d'enseigner en français. Cette offre est ouverte aux personnes noires qualifiées de l'Afrique ou de la diaspora africaine (descendantes ou descendants des Caraïbes, de l'Amérique du Nord, d'Europe, d'Amérique latine, etc.)* ».

Mais la dérive dramatique, irrémissible, de l'université française, à égalité avec un certain nombre d'universités américaines parmi les plus prestigieuses, est l'acceptation – que dis-je, la valorisation – de l'antisémitisme. Dans l'affaire de l'université de Lyon 2 que j'ai évoquée au début de ce billet, la ministre de l'éducation nationale du gouvernement Bayrou, Élisabeth Borne, a demandé « la plus grande fermeté » aux autorités universitaires, mais elle ne semble pas avoir été entendue : la présidente de l'université de Lyon 2, Isabelle von Bueltzingsloewen, remettant des pièces dans la machine à gifles, a carrément désavoué cet enseignant, déclarant « *qu'elle n'était pas étonnée qu'il ait été visé, et que c'était à lui de "trouver sa place" à l'université…* »[17]. Il s'agit là d'une inversion des rôles, faisant porter à la victime la responsabilité des attaques qu'elle a subies, en contravention avec le code de l'éducation, qui stipule qu'« *à l'égard des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs, les universités et les établissements d'enseignement supérieur doivent assurer les moyens d'exercer leur activité d'enseignement et de recherche dans les conditions d'indépendance et de sérénité indispensables à la réflexion et à la création intellectuelle* ».

Le comble a été atteint lorsqu'on a appris que le vice-président de cette université, Willy Beauvallet-Haddad, avait fait le panégyrique du chef terroriste du Hezbollah, Hassan Nasrallah, lorsqu'il a été tué, et le plaçait « *au panthéon de nos cœurs* ». Devant le tollé, il a quand même démissionné en se posant, bien sûr, comme victime de harcèlement[18]… Des poursuites ont été engagées contre lui pour apologie du terrorisme. Cette gangrène de l'université n'a donc pas atteint seulement les étudiants à l'âge des engagements bruyants qu'ils croient généreux, mais aussi certains enseignants qui profitent de leur situation pour faire passer des messages politiques susceptibles d'être punis par la loi. Ce ne sont certes pas les premières manifestations politiques ouvertement pro-islamiques qui se déroulent sur des sites universitaires ou éducatifs et les étudiants de Sciences Po de Paris ont défrayé la chronique pendant de nombreux mois, comme le raconte Caroline Beyer [11]. On se prend à regretter la maladresse de la ministre de l'époque, Frédérique Vidal, qui n'a pas su concrétiser son projet d'enquête sur l'islamo-gauchisme à l'université : étouffer dans l'œuf des dérives aurait peut-être permis d'éviter la situation dans laquelle est plongé l'enseignement supérieur quatre ans après. Cela dit, le ministre délégué à l'enseignement et à la recherche du gouvernement de François Bayrou, Philippe Baptiste, a déclaré avec le plus grand sérieux que l'islamo-gauchisme n'existait pas à l'université[19], n'ayant pas trouvé sa définition dans le dictionnaire, suscitant l'hilarité et la consternation du monde universitaire. « *La plus belle des ruses du diable est de vous persuader qu'il n'existe pas* »… Fort heureusement, il a été « recadré » par sa ministre de tutelle, Élisabeth Borne[20] qui, elle, lit les journaux et se tient au courant de la situation.

Témoins tout récents de l'antisémitisme proclamé, et non plus rampant, d'enseignants et d'étudiants des universités françaises sont d'une part le boycott d'un colloque organisé par le musée d'art et d'histoire du Judaïsme (mahJ) de Paris par cinq universitaires français, et d'autre part les exclusions de groupes WhatsApp d'étudiants juifs. Dans le premier cas, ont révélé les organisateurs du colloque, « *des chercheurs ont annulé leur participation, au prétexte qu'un programme de recherche en histoire médiévale de l'université hébraïque de Jérusalem – dirigé par Elisheva Baumgarten, éminente*

[15] http://cswip.ca/index.php/jobs/977
[16] https://www.chronicle.com/article/how-uva-alums-put-dei-and-a-president-in-the-justice-dept-s-crosshairs
[17] https://www.lefigaro.fr/actualite-france/je-n-ai-jamais-recu-le-soutien-de-ma-presidente-bien-au-contraire-le-recit-de-fabrice-balanche-apres-avoir-ete-menace-a-lyon-2-20250506
[18] https://www.lepoint.fr/societe/crise-a-lyon-2-le-vice-president-de-l-universite-demissionne-05-05-2025-2588893_23.php
[19] https://www.lefigaro.fr/actualite-france/l-islamo-gauchisme-n-existe-pas-a-l-universite-estime-le-ministre-de-l-enseignement-superieur-20250709
[20] https://www.leparisien.fr/societe/islamo-gauchisme-a-luniversite-borne-recadre-le-ministre-de-lenseignement-superieur-et-affirme-lexistence-du-courant-13-07-2025-SBLI2PYEZZHBLBBQZFO5DZJIJM.php

médiéviste et doyenne des humanités à l'UHJ – finançait la participation d'une doctorante, comme c'est l'usage, [arguant] *du fait que leur participation équivalait à soutenir le gouvernement israélien*[21]. » Dans le second, un sondage a circulé dans un premier temps à l'université de Paris I – Sorbonne : « *Les Juifs : pour ou contre ?* », avant l'éviction de ceux dont le prénom avait une consonnance juive[22]. Nous voilà revenus bientôt, en France, au port de l'étoile jaune. Il n'est pas de mots pour qualifier cette attitude et j'espère que les meneurs de la chasse aux Juifs seront exclus définitivement de l'université.

Pour revenir à Sciences Po, la terreur antisémite que font régner des étudiants vis-à-vis de leurs condisciples juifs, se double d'une terreur digne des ligues de vertu, *via* l'étrange moraline dont ces vertueux s'abreuvent dans la chasse aux sorcières, sous couvert de protection des femmes contre les violences sexistes et sexuelles, les célèbres VSS… Des milices se sont ainsi constituées ; croyant faire régner la justice, elles marquent au fer rouge innocents et coupables, privés des moyens de se défendre, désignés à la vindicte populaire et ostracisés sans ménagement. Nous voici revenus à l'Athènes du IVe siècle, celle des sycophantes, celle où Eschine parvint à faire condamner Timarque sans apporter la moindre preuve. Encore y eut-il procès ! Les lettres de cachet sont de retour, délivrées non par le roi, mais par un patriarcat en jupons auto-investi d'une mission purificatrice. Le stalinisme au quotidien… Bien avant la Convention européenne des droits de l'homme, les constituants de 1791 avaient établi que nul ne pouvait être condamné sans jugement par un tribunal indépendant, reprenant ainsi les principes de l'*habeas corpus* que les Anglais avaient établis un siècle auparavant. Il n'en reste rien aujourd'hui !

Le récit du jeune Pablo Ladam, paru en 2025 [12], est glaçant. La terreur que fait régner un comité illégal dirigé contre les VSS était passée sous les radars. Il a fallu que cet étudiant raconte sa propre aventure, son harcèlement par des justiciers autoproclamés, son éviction de toutes les activités sociales de l'école pour qu'elle soit connue. Pablo Ladam écrit très bien, analyse avec pertinence les tenants et les aboutissants des persécutions qu'il a subies – et que bien d'autres de ses condisciples ont subies. Juste un point sur lequel je voudrais insister : cette milice autoinvestie, la « Cellule d'enquêtes internes préalables », traque la vie privée des étudiants sur de simples dénonciations. Composée exclusivement de femmes, dont beaucoup sont d'anciennes militantes féministes, agissant hors de tout cadre légal et n'instruisant qu'à charge, jouant à la fois le rôle d'instructeur, d'enquêteur, de procureur et de juge, elle est présidée par une conseillère d'État. Quelle est donc la formation juridique des conseillers d'État, qui ne semblent pas connaître les principes élémentaires du Droit ?

Essayons de répondre à la triple question rendue célèbre par Gauguin : « D'où venons-nous ? – Des Lumières, de l'universalisme, de la science, du triomphe de la raison sur la magie et de la réflexion sur l'émotion. Qui sommes-nous ? – Des universitaires, des chercheurs, des enseignants, des médecins, des juristes. Où allons-nous ? – Vers une destruction catastrophique de l'université, vers la domination de la bêtise, vers la haine de l'autre dès qu'il ne pense pas comme vous.

RÉFÉRENCES

1. Le Goff J. *Les intellectuels au Moyen-Âge*. Paris : Seuil, 1965.
2. Charle C, Verger J. *Histoire des universités. XIIe–XXIe siècles*. Paris : PUF, 2012.
3. Campbell B, Manning J. *The rise of the victimhood culture. Microagressions, safe spaces, and the new culture wars*. New York : Palgrave Macmillan, 2018.
4. Ubertini Le Cornec AH. *Emprises idéologiques à l'université. Communication de France Universités sur la laïcité à l'université*. Paris : L'Harmattan, 2024.
5. Glaymann D. *Enseignants-chercheurs : un grand corps malade*. Cenac : Le Bord de l'Eau, 2025.
6. Granger C. *La destruction de l'université française*. Paris : La Fabrique, 2015.
7. Gusdorf G. *L'Université en question*. Paris : Payot, 1964.
8. Louryan S. *Autopsie de l'université. Un regard sur l'enseignement universitaire et son évolution*. Bruxelles : Deville, 2023.
9. Robert J. Les dérives de l'université française. *Innov Ther Oncol* 2024 ; 10 : 225-30.
10. Leroux R. *Les deux universités. Postmodernisme, néo-féminisme, wokisme et autres doctrines contre la science*. Paris : Éditions du Cerf, 2022.
11. Beyer C. *La chute de la maison Sciences Po : La crise des élites françaises*. Paris : Éditions du Cerf, 2025.
12. Ladam P. *La terreur violette. Comment ils ont détruit Sciences Po*. Paris : Éditions de l'Observatoire, 2025.

[21] https://www.mahj.org/sites/default/files/2025-09/CP%20boycott%20colloque%20Histoire%20des%20juifs%20de%20France_1.pdf
[22] https://www.marianne.net/societe/education/antisemitisme-six-etudiants-de-paris-i-ejectes-d-un-groupe-whatsapp-en-raison-de-leur-prenom-juif